

THOMAS, Kenneth P. and Mary Ann TÉTREAULT (dir.). *Racing to Regionalize : Democracy, Capitalism, and Regional Political Economy*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., Coll. « International Political Economy Yearbook », vol.II, 1999, 275p.

Hélène Pellerin

Volume 31, numéro 2, 2000

Nécessité ou innovation ? Vers une redéfinition de la politique étrangère Canadienne 1984-1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704164ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704164ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pellerin, H. (2000). Compte rendu de [THOMAS, Kenneth P. and Mary Ann TÉTREAULT (dir.). *Racing to Regionalize : Democracy, Capitalism, and Regional Political Economy*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., Coll. « International Political Economy Yearbook », vol.II, 1999, 275p.] *Études internationales*, 31(2), 365–367. <https://doi.org/10.7202/704164ar>

le sujet, ensuite, celle de dévoiler que les paradigmes contemporains ne sont pas si nouveaux. Le seul regret qu'on pourrait formuler est celui de l'absence du thème des mouvements migratoires qui occupent pourtant une place importante dans l'histoire de la population européenne et mondiale. Le plan ainsi que les sélections sont effectués habilement, de façon à faciliter la lecture et la compréhension des problématiques posées. La qualité de l'ouvrage est d'autant plus à souligner que l'auteur se livre à un exercice fort difficile, qui consiste à procéder à une sélection de textes qui doit satisfaire deux contraintes; résumer la pensée des auteurs, sans les trahir. Contrairement à l'impression que peut donner à prime abord son titre, cet ouvrage s'adresse à un large public, aussi bien aux historiens de la pensée économique, qu'aux économistes et sociologues qui s'intéressent aux débats contemporains sur la population.

Deniz AKAGÜL

Faculté des Sciences économiques et sociales
Université de Lille 1, France

**Racing to Regionalize:
Democracy, Capitalism, and
Regional Political Economy.**

THOMAS, Kenneth P. and Mary Ann
TÉTREAU (dir.). Boulder, Lynne
Rienner Publishers, Inc., Coll.
« *International Political Economy
Yearbook* », vol. 11, 1999, 275 p.

Ce onzième numéro de la série *Économie politique internationale* est une collection de textes très différente de ce qui est normalement écrit sur la régionalisation. Contrairement aux approches en relations internationales abordant le phénomène du point

de vue de l'inter-gouvernementalisme, du structuralisme ou de l'institutionnalisme, les sept chapitres qui composent la plus grande partie du volume critiquent ces approches et utilisent soit des cadres analytiques généralement plus associés à la politique comparée, soit encore une approche très empirique, axée sur l'examen à la loupe des circonstances spécifiques.

Tout comme Elsenhans l'a indiqué dans son commentaire à la fin du volume, le fil directeur des diverses contributions consistent à analyser les processus politiques et sociaux sous-jacents à la régionalisation. Les chapitres le font en se basant sur l'examen empirique détaillé de cinq régions: l'ALENA; le Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC); l'Union européenne; le Mercosur; et le Conseil de coopération du Golfe. Mais là s'arrête la convergence. En fait, les contributions sont tellement différentes les unes des autres, tant par les thèmes abordés que par les cadres analytiques utilisés et les valeurs véhiculées, qu'on ne peut que faire un survol séparé de chacun des chapitres.

Le chapitre de Lawson sur le Conseil de Coopération du Golfe constate d'abord le développement par sursaut de la régionalisation parmi les États du Golfe et utilise ensuite, après avoir critiqué les autres, une approche tirée de la théorie des choix publics. L'approche dite du jeu à deux niveaux permet à l'auteur de développer son analyse de ces moments de régionalisation, en mettant l'accent sur les interactions existant entre les processus et influences qui proviennent de l'environnement international et ceux liés à la vie politique interne des États concernés. Ce modèle théorique

est aussi utilisé par Avery et Friman au chapitre 4 dans leur étude des négociations et des jeux d'alliance politique autour de l'ALENA, tels qu'ils se sont manifestés aux États-Unis. Leurs observations les amènent à conclure que les négociations qui incluaient le plus grand nombre de possibilités sont celles qui l'ont emporté.

Le chapitre de Barbara Jenkins sur le Mercosur pousse un argument tout à fait différent, selon lequel contrairement à ce que plusieurs ont suggéré, le Mercosur ne représente pas une intégration qualitativement différente des efforts d'intégration précédents en Amérique du Sud. L'intervention étatique dans l'économie est encore très importante. Ce qui lui fait dire qu'il y a beaucoup de continuité en Amérique latine, et aussi que Polanyi avait raison en suggérant que pour instaurer le laissez-faire du régionalisme actuel, l'intervention de l'État est nécessaire.

Dans une tout autre optique, le chapitre de Bobrow et Kudrle porte sur l'IDE dans l'APEC. À travers une étude des flux d'investissements directs étrangers qui soulignent les différences importantes entre les régulations des membres riches de l'APEC et des autres, les auteurs concluent que l'APEC ne joue pas un rôle significatif dans la protection des pays membres contre les crises économiques, ni non plus dans l'orientation des IDE. Sa fonction se limiterait plutôt à faciliter l'ouverture.

Le chapitre 5 de Beukel porte sur la façon dont les intérêts environnementaux se sont manifestés dans deux blocs : l'Union européenne et l'ALENA. Utilisant une méthodologie

combinant la prise en compte des intérêts de groupes économiques et des idées de la société internationale, l'auteur cherche à démontrer que ce sont les combinaisons d'idées et d'intérêts qui ont le plus de chance d'être retenues et mises en application, plutôt que des stipulations précises dans des traités, susceptibles de renforcer des coalitions d'opposants.

Le chapitre d'Antje Wiener porte sur l'évolution politique de la notion de citoyenneté, en mettant l'accent sur les processus politiques qui y sont sous-jacents. À travers l'examen de trois périodes, l'auteure observe que l'établissement de la notion de souveraineté fut encouragée et fut une réponse aux crises internationales que représentent la fin de Bretton Woods, le déclin de l'État-providence et la fin de la guerre froide.

Le dernier chapitre, de Laura Macdonald, fait un examen critique de l'impact de la régionalisation sur les droits de la personne dans l'ALENA. Si l'on exclut les travailleurs qui sont les moins malmenés par la régionalisation, la situation est très précaire pour les migrants et les réfugiés, ainsi que pour les Mexicains en général en raison de la détérioration de la situation dans ce pays suite aux difficultés économiques rencontrées depuis la moitié des années 90. À ce bilan négatif s'ajoute également le déficit démocratique, résultat de l'émergence au sein de l'ALENA, d'organes décisionnels non élus et de la présence de domaines d'autorité réservés, telles les finances.

On aurait souhaité que la section commentaire où trois auteurs sont appelés à passer en revue les chapitres

serve à donner une cohésion aux chapitres, mais elle n'y parvient que très faiblement. Le commentaire de Teresa Healy, de loin le plus adéquat, se donne la peine de critiquer l'ensemble des textes en fonction de trois critères que se donne l'auteure : une dimension sociale à l'analyse ; l'interrelation des divers niveaux d'interaction ; et la position critique par rapport au néolibéralisme. Son survol permet de faire ressortir les différences de vue importantes entre les textes, tant du point de vue de leur ontologie que de leur préférence idéologique quant au régionalisme et son contenu socio-politique. Le deuxième commentaire, de Paul Aarts n'en est pas un en fait, puisqu'il présente la réflexion de l'auteur sur la question de l'intégration dans la région du Golfe. Le commentaire de Elsenhans tente quant à lui une synthèse de ce qui unit les différents chapitres, autour de la notion de processus politique et d'érosion du pouvoir et de la souveraineté de l'État. Malheureusement, ce point n'est pas suffisamment développé.

Le principal défaut de ce volume est ce manque de cohérence voire même de continuité. On peut déplore également le manque de perspective mondiale et historique dans les analyses produites. Nous retournons ici au vieux débat entre les comparativistes et les internationalistes et l'étanchéité de leur domaine de recherche. Une sorte de malentendu semble à cet égard régner entre les co-directeurs qui, dans leur introduction, utilisaient la notion polanyienne de double mouvement pour rendre compte des transformations des régions à l'étude, et les analyses proposées dans les chapitres. Malgré cette critique, les chapitres pris un à un

demeurent utiles à qui cherche des données empiriques étoffées sur les agents et groupes spécifiques mobilisés dans ces cadres régionaux. En ce sens, la profondeur et le souci du détail des études empiriques sont remarquables. Un glossaire des acronymes utilisés, une bibliographie générale ainsi qu'un index facilitent d'ailleurs ce type d'utilisation à la carte.

Hélène PELLERIN

*Département de science politique
Glendon, Université York, Toronto, Canada*

CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

To Walk without Fear. The Global Movement to Ban Landmines.

CAMERON, Maxwell A., Robert J. LAWSON
and Brian W. TOMLIN (dir.).
Don Mills, Oxford University Press
Canada, 1998, xvi-491 p.

La campagne internationale contre les mines antipersonnel qui a mené à une « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction » (ou plus simplement la Convention sur les mines antipersonnel, ou Convention d'Ottawa) est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999 et comptait au printemps de cette même année 135 États signataires, dont 77 avaient ratifié la Convention. Pour plusieurs observateurs le fait qu'une arme ait pu être bannie au terme d'un processus diplomatique d'à peine 14 mois (octobre 1996 à décembre 1997) impliquant autant des États que des organisations non gouvernementales (ONG) constitue la preuve de l'émergence d'un « nouveau multilatéralisme »